



La « War on Terror » de la Russie



© Timothy A. Clary - AFP
Photo

Victor ESCAFFRE-FAURE

Association Werra

Mai 2021



Après une licence d'Histoire à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, **Victor Escaffre-Fauré** s'est dirigé vers le Master 1 de Relations Internationales de l'Université Catholique de Lille. Particulièrement intéressé par les enjeux géopolitiques eurasiatiques et moyen-orientaux, il rédige son mémoire sur le rôle de la Russie dans la guerre civile syrienne.

Les propos exprimés par l'auteur n'engagent que sa responsabilité

© Tous droits réservés, Paris, Association Werra, Mai 2021



INTRODUCTION

À deux jours de l'intervention de son armée en Syrie, le 28 septembre 2015, le président russe Vladimir Poutine a longuement évoqué le problème du terrorisme en Syrie lors de son discours à la 70ème assemblée de l'ONU :

« À vouloir jouer avec le terrorisme, il ne faut pas oublier que cette menace peut se propager à d'autres régions de la planète. Nous ne devons pas permettre à ces gens qui ont senti l'odeur du sang de revenir dans leurs pays d'origine et d'y poursuivre leur sale boulot. Personne ne le veut, nous non plus, nous pensons que c'est une erreur de refuser de soutenir les autorités syriennes qui se battent : seuls Assad et les Kurdes se battent réellement contre le terrorisme. »

Lors de ce discours, le président russe propose également la création d'une large coalition contre *l'Etat islamique*, alors à son apogée territoriale, et fonde par la même occasion les justifications de l'intervention militaire russe en Syrie qui débute le 30 septembre. Cette opération militaire, gardée secrète jusqu'au dernier moment, est la plus massive effectuée à ce jour hors des anciennes frontières de l'URSS. Elle a officiellement pour objectif premier de combattre les groupes djihadistes en Syrie comme *l'EI* et le *Front Al-Nosra*, dépendant d'*Al-Qaïda*.

La Russie a été l'un des premiers Etats européens victimes du terrorisme islamiste contemporain. Et, selon le *Global Terrorism Index*, l'un des plus touchés entre 2000 et 2011¹. L'histoire du terrorisme en Russie commence fin août 1999. Alors que les troupes russes se lancent à nouveau à la conquête de la région séparatiste de Tchétchénie, suite à une incursion tchéchène dans le Daghestan voisin, une série d'explosions étalée sur trois semaines, touchant principalement Moscou, tue près de 300 personnes et en blesse 1000 autres. Les autorités russes accusent immédiatement les séparatistes d'être responsables de ces attaques.

Les forces armées russes parviennent à reconquérir la province rebelle, symbolisée par la prise de Grozny, la capitale tchéchène, en février 2000. Le conflit ne prend pas fin pour autant, les

¹ THE INSTITUTE FOR ECONOMICS & PEACE. (12–12). *GLOBAL TERRORISM INDEX Capturing the Impact of Terrorism from 2002 - 2011*. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2012-Global-Terrorism-Index-Report.pdf>



séparatistes réitèrent leur stratégie de guérilla. Certains groupes d'inspiration islamiste notamment celui de *Shamil Basayev*, changent de tactique et usent du terrorisme dans leur lutte contre l'envahisseur russe. La Russie des années 2000 sera régulièrement endeuillée par des attentats meurtriers liés exclusivement au conflit tchéchène. Les plus importants et traumatisants ont été sans aucun doute les prises d'otages dans un théâtre moscovite en octobre 2002 et dans une école de Beslan, en Ossétie du Nord le 1er septembre 2004. Ces deux attaques ont respectivement causé la mort de 128 et 334 citoyens russes, dont 186 enfants au sein de l'école. Parallèlement à ces attentats, les groupes séparatistes ont aussi mené des incursions armées en Tchétchénie ou dans les régions avoisinantes. Inexorablement, la résistance a faibli sous l'effet de la lutte sans pitié livrée par le Kremlin, qui s'est accélérée après la mort du principal chef rebelle Basayev en 2006. Les opérations de contre-terrorisme sont officiellement terminées depuis 2009. Avec l'affaiblissement des séparatistes tchéchènes, les attentats se raréfient mais ne disparaissent pas autant. Ainsi, entre 2009 et 2014, plus de 150 civils russes sont tués dans des attaques terroristes, principalement à Moscou et Volgograd.

La menace djihadiste se diversifie avec l'émergence de *l'EI* en 2014. L'un des phénomènes inquiétants induit par *l'EI* est la diffusion du radicalisme religieux dans d'autres régions russes à majorité musulmane comme au Tatarstan ou en Bachkirie² (régions proches du Kazakhstan). Les modes d'actions terroristes évoluent aussi : le premier attentat attribué à *l'EI* sur le sol russe en février 2017 est l'œuvre d'un « loup solitaire », un jeune immigré kirghize qui fait exploser une bombe dans le métro de Saint-Pétersbourg. La Russie fait donc face à une nouvelle menace terroriste avec *l'EI*, ce qui a exigé une gestion nouvelle du risque terroriste notamment hors de ses frontières.

Depuis les années 2000, la lutte contre les réseaux terroristes est systématiquement brandie par la diplomatie russe comme le pilier de sa stratégie internationale. C'est dans ce but que la Russie est intervenue en Syrie : combattre *l'EI* et le *Front Al-Nosra* qui menacent la stabilité régionale et donc par conséquent sa stabilité. Ses détracteurs pointent du doigt une certaine hypocrisie du Kremlin qui, selon eux, frappe quasi-exclusivement les rebelles (dont le front Al-Nosra) et non

² Stepanova, E., & Hautefort, J. (2015). Les Russes et l'État islamique : politique étrangère et facteurs internes. *Outre-Terre*, N° 44(3), 80. <https://doi.org/10.3917/oute1.044.0080>



pas l'*EI*, laissant la coalition arabo-occidentale s'en charger. Alors qu'en est-il? Et de façon plus générale, comment la Russie mène-t-elle sa « *War on terror* »³?

Dans cet article nous chercherons à analyser la stratégie extérieure de la Russie contre le djihadisme au regard des menaces qu'il présente en interne.

La menace tchéchène

Le premier conflit en Tchétchénie a relativement peu été le théâtre d'ingérences étrangères. Néanmoins, avec la radicalisation religieuse croissante des groupes séparatistes entre 1993 et 1999, les organisations islamistes et djihadistes ont fini par soutenir, principalement sous forme de financements, la cause tchéchène. Ces financements sont restés modestes, environ 10% des viennent de l'étranger⁴. Ainsi, pour leur rôle supposé dans les guerres de Tchétchénie, les Frères Musulmans sont inscrits depuis 2003 comme une organisation terroriste en Russie.

L'incursion au Daghestan en soutien à des villages wahhabites en insurrection, qui déclenche la deuxième guerre en 1999, est le fait d'une troupe de plus de 1000 hommes commandé par Basayev et Ibn al Kattab, un Saoudien passé par l'Afghanistan aux côtés d'*Al-Qaida*. La rhétorique djihadiste apparaît d'ailleurs à cette période, tout comme les nouveaux modes d'actions terroristes évoqués en introduction. De fait, la situation est délicate : la résistance islamiste tchéchène lutte pour l'établissement d'un émirat regroupant tout le Caucase russe et pouvant fédérer les différents peuples caucasiens musulmans. Par ailleurs, l'Internationale djihadiste dominée par *Al-Qaida* dans les années 2000, appelle au djihad global en Tchétchénie et promeut donc le soutien aux moudjahidines tchéchènes. Le risque de « djihadisation » du conflit, dont les Russes gardent un traumatisant souvenir depuis l'Afghanistan (1979-1989), était donc réel et particulièrement inquiétant pour le pouvoir russe.

Dès lors, la Russie a développé une stratégie de « *containment* » reposant sur deux principes :

- Premièrement, isoler la Tchétchénie. Entre 1999 et 2002, la Russie a ainsi exigé l'expulsion des Tchétchènes de la vallée géorgienne de Pankissi, adjacente à la Tchétchénie russe. Elle était soupçonnée d'être une base arrière des séparatistes et d'*Al-*

³ Expression utilisé par Georges W. Bush pour désigner la guerre que les États-Unis s'apprentent à mener contre le terrorisme dans le monde et dans un premier temps en Afghanistan après les attentats du 11 septembre 2001.

⁴ *ibid*



Qaïda. La Géorgie ne s'est pas montrée coopérative du fait des relations tendues qu'elle entretient avec le Kremlin, soutenant des séparatistes abkhazes et ossètes sur son territoire. Finalement, en 2002, sous la pression conjointe de la Russie et des États-Unis, la Géorgie finit par pacifier la vallée.

- Deuxièmement, être soutenue par l'Occident. La Russie a instrumentalisé son intervention de 1999 en Tchétchénie comme une opération de contre-terrorisme. Le 11 septembre 2001 a été une opportunité pour la diplomatie russe et explique le ralliement immédiat et inhabituel aux Américains. En effet, la Russie a été particulièrement coopérative lors de cette crise sans précédent : au-delà d'être le premier pays annonçant sa solidarité aux États-Unis, la Russie a surtout facilité la logistique américaine en Afghanistan et soutenu son implantation en Ouzbékistan. Sa coopération a été largement récompensée par une intensification de la coopération avec l'OTAN avec la création d'un Conseil OTAN-Russie en 2002. Cette coopération repose notamment sur des échanges de renseignement et la reconnaissance internationale du combat mené par Moscou contre le terrorisme international en Tchétchénie⁵. Les leaders tchéchènes en exil sont devenus des *persona non grata* et les violations des droits humains fondamentaux par les forces de sécurité russes, en particulier celles des *Kadyrovstky*, la milice tchéchène loyale à Poutine issue du clan Kadyrov, ont été ignorées par un Occident désormais en guerre contre le terrorisme islamiste.

Dans les faits, cette stratégie a été une réussite : le Caucase n'est pas devenu une terre de djihad international. Le nombre de djihadistes étrangers serait resté très faible et, aussitôt les grandes opérations de la deuxième guerre de Tchétchénie terminées entre fin 1999 et le printemps 2000, la plupart quitteront le théâtre caucasien. La guerre se mue en conflit de basse intensité, conduisant en 2009, à la fin officielle des opérations de contre-terrorisme dans le Caucase.

Aujourd'hui, la crainte principale est une réémergence des mouvements séparatistes à la faveur d'une déstabilisation régionale dans le Caucase ou en Asie centrale. En effet, les enjeux structurels responsables des guerres de Tchétchénie dont le désir d'autonomie des communautés locales, de fait très diverses, les problèmes sociaux-économiques et la radicalisation religieuse, ne sont en aucun cas réglés. Aujourd'hui, les républiques autonomes du Caucase (Tchéchénie, Daghestan, Ingouchie particulièrement) vivent sous perfusion

⁵ Le Huérou, A., & Regamey, A. (2008). La guerre russe en Tchétchénie : discours antiterroriste et légitimation de la violence. *Critique internationale*, n° 41(4), 99. <https://doi.org/10.3917/cii.041.0099>



financière du gouvernement central russe. Vladimir Poutine a donc acheté la paix sociale et politique en concédant beaucoup d'autonomie et de financements dans le Caucase. C'est une réussite dans le sens où les mouvements séparatistes sont aujourd'hui maîtrisés mais cela ne peut être durable que si ces mouvements restent isolés. Cela explique notamment la réaction virulente de la Russie lors du conflit du Haut-Karabagh de 2020. En retrait au début du conflit, la présence de rebelles syriens, qualifiés de « terroristes étrangers »⁶, au côté des forces azéris a provoqué une vive réaction du Kremlin. Ce dernier a en effet exigé leur départ, inquiet de l'influence de ces combattants à quelques dizaines de kilomètres de sa frontière.

La révolution de l'*Etat Islamique*

Les années 2010 sont certes marquées par un affaiblissement du terrorisme caucasien mais voient aussi l'avènement de nouveaux facteurs d'instabilité étrangers : les printemps arabes puis l'émergence de *l'Etat Islamique*. Une donnée parfois oubliée est la forte proportion de musulmans dans la population russe à hauteur de 25 millions d'individus⁷ soit 17% de la population totale. En 2011, la contestation populaire s'est concentrée dans des pays ayant un régime autoritaire et laïc, une situation économique dégradée, semblable à bien des égards au régime russe alors que Vladimir Poutine tente de se faire réélire président après l'interrègne entre 2008 et 2012 de Dimitri Medvedev, pour le scrutin de 2012. Le Kremlin a craint une contagion des aspirations populaires des printemps arabes au sein de sa population, notamment musulmane, jugée plus sensible aux aspirations de leurs coreligionnaires du Moyen-Orient. Les mouvements de contestations politiques en Russie de décembre 2011 à mars 2012, date à laquelle Poutine est triomphalement réélu, ont été perçus par le pouvoir comme une validation de leur crainte.

À l'instar des pays européens, *l'EI* constitue aussi un nouveau défi pour la Russie. Ce groupe djihadiste qui a pris de l'ampleur en 2014 a transformé le risque terroriste en Russie. Premièrement, des milliers de citoyens russes ont rejoint le groupe en Syrie et en Irak. En février 2017, le président russe a affirmé que 4000 citoyens russes avaient rejoint le groupe terroriste

⁶ Reuters, L. M. A. A. E. (2020, 1 octobre). *Haut-Karabakh : Moscou dénonce la présence de combattants syriens et libyens dans la région*. Le Monde.fr. https://www.lemonde.fr/international/article/2020/09/30/haut-karabakh-pas-de-pourparlers-en-vue-l-armenie-et-l-azerbaïdjan-determine-au-combat_6054225_3210.html

⁷ Al Jazeera. (2018, 7 mars). *Islam in Russia*. Religion | Al Jazeera. <https://www.aljazeera.com/features/2018/03/07/islam-in-russia/>



ainsi que 5000 citoyens des anciennes RSS d'Asie centrale⁸. Cela ferait de la Russie l'un des principaux pourvoyeurs de djihadistes. Le risque évident est le potentiel retour de ces hommes, désormais aguerris au combat, en Russie pour y commettre des attentats. Nombre d'entre eux étant des Caucasiens, il y a le risque qu'ils rejoignent les rangs des séparatistes. En parallèle, le ralliement d'une partie des groupes séparatistes tchéchènes au califat irako-syrien a fait craindre une aggravation du conflit dans le Caucase.

La réponse à ce nouveau défi a été le soutien permanent au régime syrien puis l'intervention décisive du 30 septembre 2015. Cette opération est officiellement terminée depuis le 14 mars 2016, pourtant approximativement la moitié des forces russes sont maintenues en Syrie (une trentaine d'aéronefs et 2000 hommes). Elle a été quasi exclusivement aérienne, a été un tournant dans la guerre civile syrienne. Alors que le régime de Bachar Al-Assad était sur le point de s'effondrer, les bombardements intenses des forces aérospatiales russes ont permis aux forces loyalistes de stabiliser leur position, puis reconquérir du terrain. La logique du Kremlin est simple et constante depuis les premiers troubles en Syrie : si le régime s'effondre, le chaos va permettre à des forces extrémistes de prendre le pouvoir. Cette crainte a été plusieurs fois soulevée publiquement par Moscou.

L'intervention en Syrie n'a évidemment pas comme unique objectif la lutte contre le djihadisme. Les enjeux sont aussi économiques, culturels, religieux, géostratégiques, mais le combat contre le terrorisme constitue l'un de ses piliers. Les cibles visées par les Russes sont principalement des forces rebelles (dont le *Front Al-Nosra*, la filiale locale d'*Al-Qaida*) comme dénoncé par les Occidentaux. Cela est dû à deux facteurs :

-la progression des rebelles dans la « Syrie utile » doit être arrêtée car elle constitue la principale menace du régime damascène, vu comme un rempart indispensable contre les réseaux djihadistes en Syrie.

-les moyens militaires russes sont limités ; au plus fort de l'intervention début 2016, le corps expéditionnaire russe est doté d'une soixantaine d'avions et hélicoptères de combat et entre 4000 et 5000 troupes au sol. En comparaison aux interventions occidentales en Irak ou en Afghanistan, c'est relativement peu.

⁸ Mucerino, N. (2018, 5 octobre). *The threat to Russia from Islamic State returnees*. Global Risks Insight. <https://globalriskinsights.com/2018/11/russia-threat-islamic-state-fighters/>



La Russie et le régime syrien n'ont aucun intérêt à laisser l'*EI* prospérer. La mise sur pied à la hâte en mai 2015, lors du cessez-le-feu national débuté février 2016 (qui ne concerne pas les groupes djihadistes comme l'*EI* ou *Al-Nosra*), d'une opération de reconquête de Palmyre, perdue le mois précédent au profit de l'*EI*, est certes opportuniste et un grand coup médiatique avec l'organisation d'un concert dans les ruines romaines, mais traduit une réelle volonté de maintenir l'*EI* loin de la « Syrie utile ». L'implication de la Russie contre le groupe djihadiste ne se limite d'ailleurs pas à la Syrie. La coopération s'est renforcée avec l'Irak qui bénéficie de livraisons d'armements russes⁹. Ainsi, les critiques occidentales ne sont pas totalement justifiées.

Grâce à l'action décisive des Kurdes et de la coalition arabo-occidentale contre Daesh, les mouvements djihadistes sont aujourd'hui affaiblis en Syrie. En effet, les éléments de la coalition *Fatah-al-Sham* dont fait partie *Al-Nosra* sont grandement diminués, toujours coincés dans la poche d'Idleb, le dernier bastion rebelle. Cela constitue un franc succès pour Moscou. Malgré cette réussite sur le terrain, des attaques terroristes revendiquées par l'*EI* ont touché la Russie mais n'atteindront pas des dimensions similaires au terrorisme tchéchène du début de la décennie 2000.

Les interventions extérieures russes contre le terrorisme ne semblent cependant pas toujours être aussi honnêtes ou justifiées. En Libye, la Russie a proposé son soutien pour lutter contre les réseaux terroristes qui se sont constitués dans le chaos de la guerre civile. Le soutien russe s'est porté sur le maréchal Haftar, homme fort de l'Est libyen. Les milices d'Haftar ont certes joué un rôle décisif contre la branche libyenne de l'*EI* mais l'intervention russe est avant tout intéressée par les gains géostratégiques notamment investir la Méditerranée orientale en complément de la Syrie.

L'Asie centrale, « ventre mou » de la stratégie russe

La dernière menace est la détérioration sécuritaire en Asie centrale, véritable « ventre mou » dans la stratégie anti-djihadiste de la Russie. L'Asie centrale, vaste espace faiblement peuplé composé de 5 Etats¹⁰ fait partie de ce que le Kremlin perçoit comme sa chasse gardée depuis la

⁹ Al Arabiya English. (2014, 24 juillet). *Russia delivering weapons to Iraq*. <https://english.alarabiya.net/News/2014/07/24/Russia-delivering-weapons-to-Iraq>

¹⁰ Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan



chute de l'URSS. Jusqu'à aujourd'hui, elle détient des bases militaires au Kazakhstan (notamment à Baïkonour pour ses sites de lancements spatiaux), au Kirghizistan et au Tadjikistan¹¹. La région abrite le plus grand nombre de soldats russes à l'extérieur de ses frontières principalement destinés à sécuriser une région traversée par une instabilité grandissante. Depuis les années 90, l'Asie centrale est le foyer de plusieurs groupes terroristes comme le mouvement islamique d'Ouzbékistan ou l'Union du Djihad Islamique. Ils n'ont pas été en mesure de déstabiliser les républiques d'Asie centrale qui, à l'exception du Tadjikistan en guerre civile entre 1992 et 1997, se sont dotées d'appareils sécuritaires efficaces¹².

La guerre civile syrienne qui débute à l'été 2011, le retrait progressif des Américains d'Afghanistan et la naissance de *l'État islamique* ont revitalisé le djihadisme en Asie centrale conduisant à une série d'attentats. Cela a par exemple été le cas en 2016 à Aktobe au Kazakhstan et contre l'ambassade de Chine de Bichkek, capitale du Kirghizistan puis à l'assassinat de touristes occidentaux au Tadjikistan en 2018 par des groupes ayant fait allégeance à *l'EI* montrent un retour en force du terrorisme dans la région jusque-là plutôt épargnée au vu de sa situation géographique. La Russie s'est employée à soutenir les régimes locaux, parfois au côté des Etats-Unis présents en Ouzbékistan, sur les questions sécuritaires, un principe réaffirmé lors du sommet Asie centrale-Russie d'octobre 2020 : « Compte tenu de la complexité de la situation internationale et de la multiplication des défis et des menaces pour la communauté internationale, notre coopération vise à prévenir et à contrer les risques potentiels et à adopter des mesures conjointes avec d'autres parties prenantes, partenaires et organisations internationales, l'ONU jouant un rôle central. »¹³. Sur le terrain, cette coopération se traduit par des contrats d'armements, du partage de renseignement ou des exercices militaires conjoints. Un aspect concret est le déploiement de troupes russes près la frontière entre le Kirghizistan et

¹¹ Facon, I. (2010, décembre). *La présence militaire russe à l'étranger : aujourd'hui, demain*. Les Cahiers de Mars. <https://www.frstrategie.org/web/documents/publications/autres/2010/2010-facon-cm-presence-militaire-russe.pdf>

¹² Karine, E. (2017). L'Asie Centrale à l'épreuve de l'islam radical. *Russie.Nei.Visions*, 98. https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/karine_asie_centrale_islam_radical_fr_2017.pdf

¹³ *Statement by foreign ministers of the Central Asian states and the Russian Federation on strategic areas of cooperation, October 15, 2020*. (2020, 15 octobre). Le Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie. https://www.mid.ru/ru/foreign_policy/news/-/asset_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/4390973?p_p_id=101_INSTANCE_cKNonkJE02Bw&_101_INSTANCE_cKNonkJE02Bw_languageId=en_GB



l'Afghanistan avec l'objectif de combattre le trafic de drogue et d'empêcher toute contagion du conflit en Asie centrale¹⁴.

La stabilité de l'Asie centrale et la lutte contre le radicalisme religieux sont d'autant plus importantes pour la Russie que plusieurs millions de citoyens de la région vivent en Russie dont 3,6 millions d'Ouzbeks et 1,7 million de Tadjiks¹⁵. L'appel en 2015 de l'ancien chef des forces spéciales du Tadjikistan, Goulmourod Khalimov à rejoindre l'EI et à mener le djihad notamment en Russie¹⁶ a révélé une faiblesse liée à cette immigration. Cette menace s'est matérialisée en 2017 lors de l'attentat de Saint-Pétersbourg perpétré par un jeune immigré kirghize. La Russie a donc tout intérêt à continuer sa stratégie de soutien aux républiques d'Asie centrale dans les prochaines années.

CONCLUSION

Ainsi, la menace terroriste a été une constante dans la politique extérieure russe depuis 1999. Elle se démarque par plusieurs aspects : premièrement, l'armée russe n'est intervenue de façon importante et durable qu'en Syrie. Deuxièmement, elle a été le soutien inconditionnel de l'ensemble des groupes et Etats luttant contre les groupes terroristes et ce quel que soit leur respectabilité. Pour Moscou, un Etat failli est la situation à absolument éviter. Ensuite, la volonté d'éloigner géographiquement la menace djihadiste a justifié son engagement important dans les espaces proches de ces frontières que ce soit en Asie centrale, dans le Caucase et au Proche-Orient. Enfin, la lutte contre le djihadisme a aussi été un moyen d'améliorer ses relations avec l'Occident. Cette lutte a fonctionné en Tchétchénie mais moins en Syrie. En effet, les intenses efforts de la Russie pour rassembler l'ensemble des acteurs en Syrie contre l'EI ont été sans cesse sabotés par les attaques chimiques mené par Bachar Al-Assad, empêchant toute collaboration durable. Le bilan de cette stratégie est très clairement positif. Avec des moyens limités, la Russie est parvenue à pacifier la Tchétchénie et limiter les conséquences sur son sol du djihadisme international très actif pendant la période 2011-2018.

¹⁴ Putz, C. (2019, 30 mai). *Russia's Bulwark on the Afghan Border : Tajikistan*. The Diplomat.

<https://thediplomat.com/2019/05/russias-bulwark-tajikistan-on-the-afghan-border/>

¹⁵ Chestak, S. (2019, 18 novembre). *La Russie, nouvelle terre d'immigration*. Le Courrier de Russie.

<https://www.lecourrierderussie.com/2019/11/la-russie-nouvelle-terre-dimmigration/>

¹⁶ Reuters, L. M. A. A. E. (2015, 29 mai). *Le chef des forces spéciales tadjikes rejoint l'Etat islamique*. Le Monde.fr. https://www.lemonde.fr/international/article/2015/05/29/le-chef-des-forces-speciales-tadjikes-rejoint-l-ei_4643102_3210.html